

dant, leur consommation dépend de façon cruciale du développement de l'offre, qui permet ensuite l'émergence de nouveaux modes de vie.

Les services de télécommunication représentent la plus grande partie du poste « communication ». Leur part dans les dépenses de consommation a connu une progression en deux étapes, sous l'impulsion des volumes consommés : une première dans la seconde moitié des années 1970, de 0,5 % à 1 %, avec la mise en œuvre du plan de rattrapage du téléphone et une seconde au début des années 2000, de 1,2 % à 1,8 %, avec le développement d'Internet et de la téléphonie mobile. Les dépenses pour l'équipement en matériel téléphonique et télécopieurs ont représenté une part croissante des dépenses jusqu'en 2000, mais, tout comme celle de l'utilisation des services postaux, elle n'a jamais

dépassé 0,2 % des dépenses totales : la progression vertigineuse des volumes consommés (16 % en moyenne par an depuis 1980) ne se traduit pas par une progression équivalente des montants dépensés, du fait des baisses de prix.

La progression de la part des dépenses de santé dans les dépenses de consommation a progressé essentiellement entre 1984 (1,9 %) et 1994 (2,6 %), du fait de la hausse plus vive des prix durant cette période. Cependant, la consommation en volume est portée par trois éléments. Le progrès génère des traitements ou les rend accessibles financièrement, l'amélioration du niveau de vie général modifie les attentes en matière de santé et l'allongement de la vie crée de nouveaux besoins. Au total, les évolutions de la consommation dépendent de celles des modes de vie, mais aussi de celles du revenu et de l'offre de biens et services. ■

Stratification sociale

Grandes tendances

Louls Chauvel

Sociologue

Si l'on se rappelle la violence des inégalités sociales qui persistaient encore au milieu du xx^e siècle, la France d'aujourd'hui ressemble sans doute à un tout autre monde. De nombreux sociologues, en Europe et ailleurs, se sont penchés sur les mutations de la structure sociale au cours de ce demi-siècle et, pour une partie peut-être majoritaire d'entre eux, la disparition de la lutte des classes et celle des classes elles-mêmes apparaissent comme une évidence. Tout un ensemble d'évolutions contribuent à donner une assise à cette idée : l'ex-

pansion du tertiaire, la baisse du nombre des ouvriers, l'expansion des catégories moyennes et supérieures du salariat et l'élévation des niveaux de diplôme.

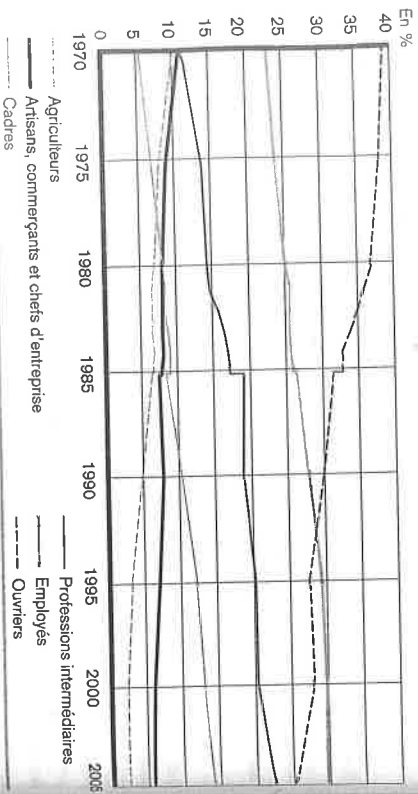
Pour autant, l'analyse de la structure sociale actuelle conduit à s'interroger. En effet, ce qui paraissait si évident naguère, aux temps de la croissance rapide des Trente Glorieuses (1945-1975), apparaît aujourd'hui assez problématique. Il est donc important de réévaluer tout un ensemble de diagnostics portant sur les inégalités, les frontières sociales, le bien-être et la précarité.

sont plus controversées. Ce qui pouvait être vrai naguère, lors des Trente Glorieuses [Fourastie, 1979] ou de ce que Henri Mendras [1988] a appelé la « seconde révolution française » (1965-1984), pourrait ne plus l'être. Les « professions intermédiaires », qui désignent les cadres B de la fonction publique et les équivalents du privé, les techniciens, les travailleurs sociaux, les infirmiers, les instituteurs et assimilés, ont longtemps incarnés les « classes moyennes » au sens où l'on employait ce vocable vers 1970. Désormais, cette catégorie stagne, conséquence notamment du déclin des recrutements de titulaires de la fonction publique de près d'un tiers en vingt ans [Chauvel, 2006].

Les cadres sont la seule CS en nette expansion. L'aspiration vers le haut semble avérée. Néanmoins, certains analystes ont fait valoir la différence qui existerait entre le fait d'être cadre en 1964 lorsque la catégorie pesait pour 5 % de l'emploi, et en

2005 où elle en représenterait 14 %, conseillant une certaine « banalisation ». Pour autant, il existe des capacités inédites d'enrichissement des cadres, les plus aisés, notamment pour une minorité de cadres de direction stratégique de grande entreprise qui peuvent (sans certitude) s'insérer dans les rangs des titulaires de grandes fortunes via l'intéressement et les *stock options*. Par ailleurs, la dynamique de croissance des cadres par génération a connu un ralentissement majeur. C'est ainsi que, de la cohorte née en 1930 à celle née en 1945, la proportion de cadres dans la population a doublé tandis que, pour un même intervalle de quinze ans, on observe une quasi-stagnation de la cohorte née en 1945 à celle de 1960 [Chauvel, 2002]. L'expansion des cadres correspond au vieillissement de la catégorie et non à une expansion claire des recrutements. Vraie sur le long terme, l'expansion des catégories supérieures est plus

Fig. 1
Part des CSP dans la population active
(1970-2005, en % du total)



Les chômeurs BIT sont intégrés dans leur CS d'origine. En 1983, le principal changement opéré avec la nouvelle définition des PCS est le reclassement des contremaîtres dans la catégorie Professions intermédiaires. L'ancienne définition CSP est suivie jusqu'en 1988 et la nouvelle définition des PCS est suivie ensuite.
Source : enquêtes « Emploi » (1970-2005), INSEE.

Classes ou strates sociales ?

Le syntagme « classe sociale » a peu à peu disparu du vocabulaire des analystes de la société française, alors qu'il était omniprésent dans la sociologie des années 1970. Qu'entend-on par là ? En France, comme ailleurs, deux grandes acceptions s'opposent.

D'une part, dans le cadre d'une sociologie marxiste, le « classe sociale » fait référence à un groupe totalisant défini conflictuellement dans la sphère économique par la propriété des moyens de production (ou par son absence), fortement marqué d'un point de vue objectif (niveau et modes de vie) comme subjectif (classe consciente de son identité), et dont les conflits d'intérêt avec les autres classes (la lutte des classes) apparaissent à l'évidence dans l'ensemble des rapports sociaux. Dans cette tradition, les individus sont pour l'essentiel déterminés par leur appartenance de classe, qui dicte leur conduite (holisme).
A l'opposé existe une définition dite wébérienne, moins exigeante. Dans ce cadre, la classe n'est pas autre chose qu'un groupe d'individus *a priori* autodéterminés, mais partageant du fait de leur situation les mêmes perspectives de vie (*Lebenschancen*, en allemand), que le sociologue classe ensemble selon ses propres critères. Ces groupes peuvent éventuellement entrer en conflit les uns avec les autres, mais cette activation de la lutte des classes n'a rien d'une certitude. En France, dans ce cas, on parle aussi d'une approche « stratificationniste » où les classes sont vues comme des couches emplies plus ou moins horizontalement.

problématique pour les nouvelles cohortes d'entrants. Il peut en résulter des difficultés inédites pour les jeunes diplômés des classes populaires [Baud, 2007], lesquels éprouvent souvent des difficultés dans leur trajectoire de mobilité ascendante.

Par un curieux retournement, la définition wébérienne permet d'affirmer qu'il existera des classes sociales aussi longtemps que des inégalités structurées persisteront, alors que la définition marxiste a des chances de donner lieu à un diagnostic selon lequel les classes sociales n'existent plus. Pour sortir de cette contradiction, il est possible de proposer la définition suivante : on parlera de classes sociales pour des catégories :

1. inégalement situées – et dotées – dans le système productif ;
2. marquées par une forte *identité de classe*, dont trois modalités peuvent être spécifiées :

- l'identité temporelle (2a), c'est-à-dire la permanence de la catégorie, l'imperméabilité à la mobilité intra- et intergénérationnelle, l'absence de porosité aux échanges matrimoniaux avec les autres catégories (homogamie) ;
- l'identité culturelle (2b), c'est-à-dire le partage de références symboliques spécifiques, de modes de vie et de façons de faire permettant une inter-reconnaissance ;
- l'identité collective (2c), à savoir une capacité à agir collectivement, de façon conflictuelle, dans la sphère politique afin de faire reconnaître l'unité de la classe et ses intérêts.

Cette définition présente le double avantage de fonctionner sur plusieurs dimensions et de « sortir » de l'opposition des deux approches traditionnelles en permettant de parler d'une plus ou moins grande intensité des situations et des dynamiques de classe. - L. C. ☐

Une « fin des ouvriers » à relativiser

La décroissance des catégories populaires doit être analysée dans sa complexité. D'une part, le diagnostic annonçant la « fin des ouvriers » est très dis-

cutable : non seulement ils représentent encore 25 % de la population active (si l'on n'oublie pas les contremaitres), soit le groupe le plus nombreux, à égalité avec celui des employés, mais les traits culturels du monde ouvrier demeurent [Schwartz, 2002]. La somme des employés et des ouvriers représente invariablement 60 % de la population active sur les quarante dernières années. On n'observe donc pas de disparition des catégories populaires, mais une tertiarisation (passage des ouvriers aux employés) et une expansion des sans-emploi, ce qui ne correspond pas à une logique d'élévation dans l'échelle sociale. En conséquence, l'expansion des catégories moyennes (naguère) et supérieures (aujourd'hui encore) ne s'est pas faite à la défaveur des catégories populaires.

L'émergence du chômage est aussi un phénomène essentiel. Les chômeurs ne sont pas à proprement parler une classe ni une catégorie stable, mais les ignorer pourrait nous faire perdre de vue les incertitudes croissantes que certaines catégories de salariés subissent : le chômage de longue durée et son halo – l'emploi précaire et différentes formes d'inactivité – tendent à susciter une catégorie de « chômeurs chroniques », structurellement déstabilisés, paradoxalement.

Ces risques étant plus grands chez les moins scolarisés des catégories populaires, un nouveau groupe social de « désaffiliés » [Castel, 2009] pourrait émerger et compléter alors les catégories populaires par un nouvel ensemble, situé en deçà de celles-ci, et préfigurant une *underclass* dont l'accès à l'activité professionnelle et à des sources de revenu stables ferait de plus en plus défaut. Là encore, les nouvelles générations sont les plus concernées, avec une croissance de leur taux de pauvreté.

La fin de la dynamique d'égalisation des revenus

Les analyses rétrospectives sur le moyen et le long terme montrent l'intensité de l'égalisation des revenus au XX^e siècle. Cela infirme l'idée exprimée voilà un siècle par Vilfredo Pareto selon laquelle la courbe de répartition du revenu connaissait une forme invariable et universelle. L'écart entre la très haute bourgeoisie et la masse de la population s'est considérablement réduit, une première fois, au cours de la Seconde Guerre mondiale, puis dans la période 1965-1985 [Piketty, 2006]. De 1960 à 1984, l'évolution de la structure sociale du point de vue du revenu a été cruciale, notamment au centre de la répartition où une classe rela-

Les professions et catégories socioprofessionnelles

Dans aucun autre pays que la France la statistique sociale officielle n'a donné lieu à un outil aussi durable et largement utilisé que les catégories socioprofessionnelles, dont Desrosières et Thévenot [2002], qui participèrent à l'équipe d'élaboration de la nouvelle grille de 1982 dite des « professions et catégories sociales » (PCS) succédant aux « catégories socioprofessionnelles » (CSP) de 1954, ont établi une histoire succincte de la construction. La CSP permet de repérer empiriquement, sous une forme nouvelle, une notion assez proche en définition de celle de « classe sociale » [voir encadré p. 83]. La logique du regroupement repose sur les conventions collectives, lesquelles révélaient le consentement ou la reconnaissance d'une communauté d'intérêts par les membres des différents corps de métiers, professions, niveaux hiérarchiques, etc., au travers des négociations. L'outil résume ainsi la position hiérarchique, le statut (salarié public ou privé, indépendant) et le secteur d'activité.

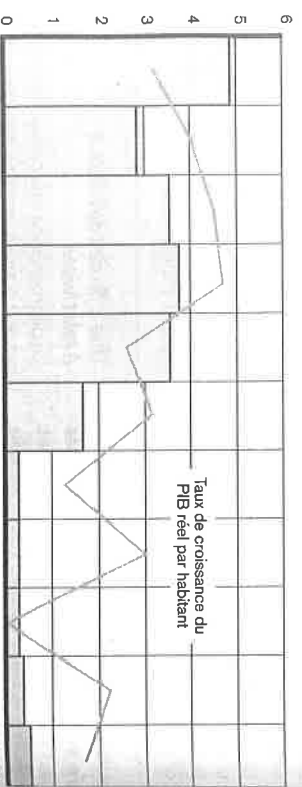
Au plus haut degré de synthèse, les CSP font apparaître six groupes typiques (les chiffres renvoient à la codification standard).

1. les agriculteurs ;
2. les artisans-commerçants et chefs d'entreprise de plus de 10 salariés (les « patrons ») ;

3. les cadres (dits aussi « cadres et professions intellectuelles supérieures »), qui forment l'élite du salariat (plus les professions libérales) ;
4. les « professions intermédiaires », archétype des « classes moyennes », méritent leur nom et apparaissent comme une catégorie pivot entre dirigeants et routiniers, entre expertise et production standardisée.
5. les employés ;
6. les ouvriers, c'est-à-dire les exécutants du travail conçu comme routinier respectivement dans les services et dans l'industrie.

La polarisation entre cadres et ouvriers (on devrait plus généralement leur adjoindre les employés) permet de prendre la mesure de l'étendue du spectre social, entre d'une part une population relativement privilégiée de petite taille sans être rare (14 % de la population active), et d'autre part les catégories sociales les plus modestes. Moins spectaculaire que la description du gouffre qui sépare l'élite économique des victimes de l'exclusion sociale, le repérage des différences entre ces deux groupes permet de lire la banalité des inégalités structurées par des différences de ressources économiques ou de toute autre nature. La standardisation de cet outil est telle qu'il permet un large panorama des inégalités au travers de ce prisme [Bih, Pfefferkorn, 2008]. - L.C.

Fig. 2
Taux de croissance moyen du pouvoir d'achat du salaire net ouvrier par an



Source : d'après INSEE (séries longues sur les salaires et comptabilité nationale).

tivement homogène de revenus intermédiaires a pu se constituer.

Pour autant, ce mouvement d'égalisation a cessé depuis le milieu des années 1980. Ensuite, l'éventail des revenus a semé les tranches de revenus et de patrimoine les plus élevées ; en revanche, les classes moyennes et populaires (repré-

sentant 80 % de la population) ont connu

une stagnation économique. Il semble ainsi que après la phase d'enrichissement des Trente Glorieuses, dont le salariat a le plus bénéficié, la tendance ancienne se soit brisée. Par ailleurs, depuis vingt ans, la croissance moyenne des salaires est très inférieure au PIB (produit intérieur brut) par habitant [figure 2].

Références

- S. Beaud, *80 % au bac... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, La Découverte, Paris, 2003 (2^e éd.).
- S. Beaud, J. Confavreux, J. Lindgaard (dir.), *La France invisible*, La Découverte, Paris, 2008 (nouv. éd.).
- A. Bihl, R. Pfefferkorn, *Le Système des inégalités*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2008.
- S. Bosc, *Sociologie des classes moyennes*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2008.
- R. Castel, *La Montée des incertitudes. Travail, protections, statut de l'individu*, Seuil, Paris, 2009.
- L. Chauvel, *Les Classes moyennes à la dérive*, Seuil, Paris, 2006.
- L. Chauvel, *Le Destin des générations. Structure sociale et cohortes en France du x^e siècle aux années 2010*, PUF, Paris, 2010 (nouv. éd.).
- L. Chauvel, « Les inégalités économiques au fil du temps (1956-1994) », in L. Dim, « Chronique des tendances de la société française », *Revue de l'OFCE*, n° 61, Presses de Sciences Po, Paris, avr. 1997.
- A. Desrozières, L. Thévenot, *Les Catégories socioprofessionnelles*, La Découverte, coll. « Repères », Paris, 2002 (5^e éd.).
- L. Dim, *La Société française en tendances. 1975-1995, deux décennies de changement*, PUF, Paris, 1998.
- J. Fourastié, *Les Trente Glorieuses ou la Révolution invisible de 1946 à 1975*, Hachette, Paris, 2004 (nouv. éd.).
- H. Mendras, *La Seconde Révolution française. 1965-1984*, Gallimard, Paris, 1994 (nouv. éd.).
- J. Pakulski, M. Waters, *The Death of Class*, Sage, Londres, 1996.
- S. Paugam, *Le Salarié de la précarité*, PUF, Paris, 2007 (nouv. éd.).
- T. Piketty, *Les Hauts Revenus en France au x^e siècle. Inégalités et redistributions, 1901-1998*, Hachette Littéraires, Paris, 2006.
- O. Schwartz, *Le Monde privé des ouvriers*, PUF, Paris, 2012 (3^e éd.).

Sur Internet

Observatoire des inégalités : www.inegalites.fr

Plus encore, lors de la phase d'entrichissement des années 1950-1975, la croissance des revenus, de l'ordre de 4 % par an, était telle que les groupes sociaux pouvaient projeter leur avenir dans le sort des catégories situées au-dessus d'elles. Pour en dire l'ampleur, au rythme de croissance des salaires d'alors, dans les années 1960, le temps de rattrapage du salaire des cadres par celui des ouvriers était de l'ordre d'une trentaine d'années. Pour un jeune

ouvrier, le niveau de vie du cadre était ainsi accessible à l'aune d'une vie, et pour les classes populaires, il était normal d'attendre pour ses enfants un sort sans conteste meilleur. Depuis 1975, au rythme de croissance du salaire, il faudrait attendre 300 ans pour parvenir au même rattrapage. Autrement dit, le simple fait du ralentissement économique contribue à renforcer des frontières sociales que la croissance contribuait à éroder.

Tab. 1

Répartition du niveau de vie des individus*
(Revenu médian = 100)

1 ^{er} décile ^c	1956	1962	1965	1970	1975	1979	1984	1990
1 ^{er} quartile	27,0	29,6	36,8	42,9	46,3	53,2	55,4	59,6
3 ^e quartile	59,9	57,0	59,9	63,4	70,3	73,1	72,1	74,2
9 ^e décile ^d	155,4	149,8	143,6	139,4	141,5	139,7	139,7	135,9
19 ^e vingtième ^f	229,4	223,8	215,0	206,3	195,5	188,6	192,8	185,8 ^g
D9/D1	279,2	280,1	278,4	252,2	238,1	226,4	233,5	227,0
	8,5	7,6	5,8	4,9	4,2	3,5	3,5	3,1

Répartition selon la nouvelle définition européenne des unités de consommation^h

1 ^{er} décile	1970	1975	1979	1984	1990	2001	2004	2006 ^e
9 ^e décile	45	47	50	54	53	55	55,5	56,1
D9/D1	215	201	188	188	181	183	181	186
	4,7	4,3	3,7	3,5	3,4	3,3	3,25	3,3

a. Revenu par unité de consommation dans le ménage, échelle d'Oxford (1^{er} individu = 1 équivalent adulte, autres de plus de 15 ans = 0,7 équiv. adulte, autres de moins de 15 ans = 0,5). b. Echelle européenne (1^{er} individu = 1 équivalent adulte, autres de plus de 15 ans = 0,5 équiv. adulte, autres de moins de 15 ans = 0,5). c. Le 1^{er} décile est le niveau de revenu qui sépare les 10 % les plus pauvres des autres. d. Le 9^e décile est celui qui coupe les 90 % les moins riches du dixième le plus opulent. e. Le 9^e décile des individus de 1990 a un niveau de vie valant 186 % du revenu médian. Nous supposons ici que les différents fractiles de ce tableau se déduisent du premier par des coefficients d'accroissement que nous estimons pour 1984. Depuis 1990, les évolutions sont peu claires. f. Le 19^e vingtième est celui qui oppose les 95 % les plus modestes aux 5 % les plus riches. g. L'INSEE introduit en 2005 une rupture de série. Nous en avons tenu compte pour établir le rapport interdécile.

Source : L. Chauvel, 1997, actualisé.

Divergence des critères objectifs et subjectifs

Alors que se fait jour une remise en cause de la dynamique ancienne d'égalisation du point de vue des critères objectifs permettant de définir des classes sociales distinctes, une part importante du débat repose aujourd'hui sur la conscience subjective des groupes sociaux dont on repère bien l'érosion. La sociologie postmoderne pose l'hypothèse d'une désintégration de la structure en classes. Celle-ci s'opérerait par le dépassement de la sphère économique et matérielle qui avait fourni le fondement de la société de classes par l'émergence de conflits symboliques. La question pertinente aujourd'hui serait celle des appartenances symboliques ou régionalisme, ethnité, différences de genre, préférences culturelles ou de modes de vie marqueraient

des appartenances mouvantes et choisies, comme c'est le cas pour les environmentalistes, antitumeurs, végétariens, Noirs, etc. [Pakulski et Waters, 1996].

Même si ce diagnostic et ses prémices sont outranciers (les hiérarchies de la société ne sont en effet pas radicalement bousculées), il faut prendre en considération ce changement. Les inégalités suscitaient en effet naguère une forte activation de la conscience sociale et des solidarités, alors que celles d'aujourd'hui laissent la place à une fragmentation et à une déstructuration des représentations et des comportements politiques. Il faut cependant intégrer aussi cette déstructuration dans une dynamique de permanence, de recomposition et de fragmentation insidieuse des inégalités [Beaud, Confavreux, Lindgaard, 2006]. La notion même de groupe social doit s'enrichir pour

Société

prendre en compte la diversité et les différentes dimensions des facteurs de différenciation et le fait que les catégories sociales se fragmentent, séparant leurs membres en carrière ascendante des stables et des précaires, ceux qui atteignent des revenus plus élevés et les autres, les individus qui peuvent accumuler des droits sociaux et ceux dont la trajectoire sociale perturbée ou hachée implique une privation à terme de droits de retraite en raison d'un trop faible nombre d'années de cotisation, etc.

Une nouvelle pertinence des analyses en termes de classes sociales ?

Par-delà cette « moyenisation » héritage des Trente Glorieuses et cette différenciation ultérieure des groupes sociaux, une autre lecture mérite attention, celle d'une restructuration de la société française en classes sociales. En effet, la phase d'enrichissement rapide et stable, et de rapprochement des niveaux de revenus semble close. Toutes les catégories

sociales sont certes touchées par le chômage de masse et la précarité, mais les catégories populaires, employés et ouvriers, le sont nettement plus. L'existence de catégories fragilisées (les « exclus ») et de travailleurs pauvres agit fortement dans le sens de la modération des salaires des catégories populaires et de leur précarisation [Paugam, 2001]. Il ne faudrait ainsi pas opposer exclusion et exploitation, les deux notions pouvant se renforcer mutuellement.

Ces évolutions, qui se distinguent des dynamiques observées dans la période des Trente Glorieuses, peuvent suggérer une représentation moins optimiste de la structure sociale, comme l'atteste le profond malaise des classes moyennes [Bosc, 2008]. Les tendances centrales, renforcées depuis l'explosion de la bulle immobilière, relèvent bien de la diffusion de toutes les incertitudes, du sentiment de précarité, et des frustrations, du bas au haut de l'échelle sociale. ■